



Après le rejet par une commission du Grand Conseil d'un crédit pour le développement du numérique à l'école, des débats auront lieu prochainement en séance plénière. Enjeux

Numérique à l'école: menace ou atout?



Le projet rejeté prévoyait l'installation de tablettes et d'ordinateurs portables dans les classes de l'enseignement obligatoire et secondaire II.

KEYSTONE-PHOTO PRÉTEXTE

LOUIS VILADENT

Education ► Début avril, une majorité de député·es de la commission des travaux du Grand Conseil genevois s'est opposée au projet de loi visant à équiper les établissements scolaires en matériel numérique. Le projet, déposé par le Conseil d'Etat et devisé à 9 millions de francs, prévoyait l'installation de tablettes et d'ordinateurs portables

dans les classes de l'enseignement obligatoire et secondaire II.

«Des idées reçues»

Avant de refuser le crédit, la commission des travaux a toutefois consulté deux spécialistes en technologies de l'information et en développement scolaire. Mireille Bétrancourt et Emmanuel Sander, deux professeur·es à

l'université de Genève, ont été entendu·es par les élu·es en amont du vote: «Nous les avons documenté·es à un niveau purement scientifique», souligne Mireille Bétrancourt.

Lors de la réunion, Emmanuel Sander s'est montré sans équivoque: «J'ai souligné que la recherche démontre des effets bénéfiques incontestables.»



Co-auteur du livre *Les neurosciences en éducation*, il estime que ce sont souvent des idées reçues qui nourrissent les débats. Dans le cadre de celui qui divise les député·es, Mireille Bétrancourt regrette qu'il soit centré autour du terme générique d'«écrans»: «Cela sous-entend que les écrans forment un tout, et que les personnes qui en font usage les utilisent passivement, et de la même manière systématiquement.»

Globalement, les deux spécialistes invitent à dépasser l'idée que ces 'écrans' possèdent une nature intrinsèquement mauvaise. «Comme avec tout autre outil, explique Emmanuel Sander, le débat devrait porter sur les usages qui en sont faits.» Il cite par exemple la possibilité de simuler des phénomènes physiques ou biologiques sur tablette, de répéter des expériences à l'infini, ou de soutenir un apprentissage individualisé en fonction des activités de l'élève. «Ces usages positifs ne veulent évidemment pas dire qu'il faut entièrement remplacer les cahiers», assure Mireille Bétrancourt.

Les élu·es divisé·es

Malgré un corpus de recherche fourni, le débat qui entoure le numérique à l'école semble dépasser la question des preuves scientifiques. «Nous devons aussi penser à l'usage des deniers publics», note Pierre Nicollier, vice-président de la commission de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et du sport. Pour ce député libéral-radical, le projet présenté par le Département de l'instruction publique (DIP) ne pose pas de problème dans ses objectifs, mais dans sa mise en place: «Nous sommes d'accord avec l'idée qu'il faut développer les compétences numériques dès le jeune âge, affirme-t-il, mais nous ne pensons pas que dépenser autant pour livrer aux écoles des tablettes avec des jeux éducatifs soit la bonne manière d'y parvenir.» Ce dernier estime ne pas avoir été convaincu par les séquences de jeux sur tablettes que le DIP a présenté à sa commission. «Qui plus est, les enfants passent déjà assez de temps devant les écrans en dehors de l'école», ajoute-t-il. Pour Olivier

Baud, député Ensemble à Gauche et président de cette même commission, la présence d'écrans à l'école devrait justement refléter la présence d'écrans dans l'environnement quotidien des enfants: «Si les élèves sont confrontés au numérique partout sauf à l'école, cette dernière ne remplit pas son mandat, qui est de les aider à appréhender la réalité du monde.» Pour lui, «c'est un peu comme si on apprenait la natation aux enfants, sans jamais les amener à la piscine.»

L'avis est partagé par Nicolas Tavaglione, secrétaire général adjoint du DIP, qui souligne également le risque de retard que Genève pourrait accumuler vis-à-vis d'autres cantons romands. «En 2020, un volet numérique a été intégré au plan d'études romand pour les classes de la 1P à la 11CO, rappelle-t-il. C'est une priorité de pouvoir investir maintenant pour que les élèves apprennent à utiliser internet avec discernement, ou comprennent que les interfaces qu'ils utilisent ne sont pas neutres en mettant la main à la pâte. Sans cela, nous risquons de ne pas être au même niveau romand en matière d'éducation au numérique.»

Implémentation difficile

Au-delà des résistances politiques, l'implantation du numérique dans les classes est aussi semée d'embûches logistiques. Pour Viridiana Marc, directrice à l'Institut de recherche et de documentation pédagogique, instaurer de nouveaux outils dans l'enseignement nécessite de trouver des personnes elles-mêmes capables de former les enseignant·es: «Les dix dernières années ont vu naître de nouveaux supports et logiciels, ce qui demande de trouver les personnes capables de transmettre leur savoir en la matière.» Aussi, sans formation adéquate, les syndicats s'inquiètent de la charge de travail supplémentaire pour les enseignant·es. Pour cette raison, le Syndicat des services publics a soutenu une pétition pour décréter un moratoire sur le projet de formation par le numérique à l'école primaire. «Avant d'investir dans

du matériel, il faut un personnel formé, davantage d'effectifs et de meilleures conditions de travail», estime Aline Zuber, secrétaire syndicale en charge de l'enseignement. Elle souligne aussi que l'impact écologique du matériel utilisé doit impérativement être pris en compte dans les projets présentés par le DIP.

Dans l'ensemble, Emmanuel Sander estime que la question des outils numériques à l'école pose des questions anciennes dans des termes nouveaux. «La pénétration de nouveaux outils dans nos vies suscite toujours des craintes, mais toute nouveauté d'ampleur est vouée à nous transformer en tant qu'individus et en tant que société. Dans le cas des technologies numériques, nous ne devrions pas les rejeter du cadre scolaire, mais décider rationnellement des moyens de les mettre au service d'une pédagogie cohérente.» I

«Nous risquons de ne pas être au même niveau romand en matière d'éducation au numérique»

Nicolas Tavaglione